

Convention collective

**IDCC : 9651. – EXPLOITATIONS AGRICOLES DE POLYCULTURE,
D'ÉLEVAGE, DE VITICULTURE, CHAMPIGNONNIÈRES,
CUMA, ENTREPRISES DE TRAVAUX AGRICOLES
ET RURAUX, MARAÎCHERS
ET PRODUCTEURS LÉGUMIERS
(Hautes-Pyrénées)
(6 juillet 1972)**

(Étendue par arrêté du 20 février 1973,
Journal officiel du 17 mars 1973)

AVENANT N° 100 DU 22 DÉCEMBRE 2017

MODIFIANT L'ARTICLE 38 DE LA CONVENTION COLLECTIVE

NOR : AGRS1897064M

IDCC : 9651

Entre :

Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles des Hautes-Pyrénées ;

Fédération départementale des CUMA ;

Syndicat départemental des entrepreneurs des territoires,

D'une part, et

Syndicat départemental agroalimentaire CFDT ;

Syndicat national des cadres d'entreprises agricoles SNCEA CFE-CGC ;

Fédération départementale de l'agriculture CFTC-Agri,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Le deuxième alinéa de l'article 38 « Frais professionnels et équipements de travail des gardiens de troupeaux en estive » de la convention collective de travail idcc n° 9651 du département des Hautes-Pyrénées est modifié et remplacé par les dispositions suivantes :

« Allocation forfaitaire de frais :

Afin de permettre aux gardiens de troupeaux d'acquérir les équipements nécessaires à l'exercice de leurs fonctions – vêtement de pluie, bottes, chaussures de montagne, gants, combinaison de travail et croquettes pour chiens – il leur est alloué mensuellement une allocation forfaitaire pour frais professionnels revue de 120 €, revue annuellement en même temps que la négociation des salaires. Une production de justificatifs sera demandée aux salariés.

Cependant, pour faciliter l'achat des équipements, il sera versé la moitié de l'allocation forfaitaire de frais, en une seule fois, à l'issue de la période d'essai, le solde étant versé mensuellement. »

Article 2

Le présent avenant dont les parties signataires demandent l'extension, sera remis à chacune des organisations signataires et déposé à l'unité départementale des Hautes-Pyrénées de la DIRECCTE Occitanie.

Article 3

Les dispositions du présent avenant prennent effet le 1^{er} jour du mois civil suivant la parution de l'arrêté d'extension.

Fait à Tarbes, le 22 décembre 2017.

(Suivent les signatures)